RCS : BORDEAUX
Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 02830
Numéro SIREN : 820 901 130
Nom ou dénomination : CEOG

Ce dépôt a été enregistré le 17/09/2018 sous le numéro de dépôt 61671

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 17 SEP. 2018

sous le N° 61671

AQUITAINE

ATTESTATION DE DÉPÔT DE FONDS A UN COMPTE BLOQUÉ
« AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL »

- Art. L225-146 et L223-32 du Code de Commerce
- Art. R225-29 du Code de Commerce,
- Art. R223-3 à R223-5 du Code de Commerce

Je soussigné(e) Véronique MARTINS
agissant en qualité de conseiller professionnels
à la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE dont le siège au 304, boulevard du Président Wilson 33076 BORDEAUX cédex, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le n° 434 651 246

Atteste qu'une somme de sept mille cinq cent (7500 €) **€ a été versée par** MERIDIAM EI, **a un compte bloqué « Augmentation de Capital Social », ouvert dans les livres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Aquitaine, Agence de** Cenon

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agrée désigné par la législation des Sociétés et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à Artigues **le** 24/07/2018

CRÉDIT AGRICOLE D'AQUITAINE
ESPACE PRO BORDEAUX RIVE DROITE
3, Avenue du Moulinat - BP A
33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
Tél. 05 56 33 29 01 - Fax 05 56 47 83 54
pro.rivedroite@ca-aquitaine.fr

Signature,

Réf. 1082065
434 651 246 RCS Bordeaux Imp par CA Aquitaine - MAJ 08/2012

Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux : dépôt N°61671 en date du 17/09/2018

CEOG

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros

Siège social : 20 rue Jean Jaurès

33310 LORMONT

820 901 130 RCS BORDEAUX

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 20 JUILLET 2018

La société HYDROGENE DE FRANCE,

Société par actions simplifiée au capital de 2.001.552 euros,

Siège social : 20 rue Jean Jaurès 33310 Lormont,

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 789 595 956,

Représentée par son Président, Monsieur Damien HAVARD,

agissant en qualité d'Associée Unique de la société CEOG, société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros, ayant son siège social est situé 20 rue Jean Jaurès 33310 Lormont, identifiée sous le numéro unique 820 901 130 RCS BORDEAUX (ci-après dénommée la « **Société** »),

Propriétaire de 1.000 actions de 5 euros composant le capital social de la société CEOG,

a pris les décisions ci-après sur l'ordre du jour ci-dessous :

- Nomination d'un Commissaire aux comptes ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 17 SEP. 2018

sous le N° 61671

PREMIÈRE DECISION

Nomination d'un Commissaire aux comptes

L'Associée Unique décide de nommer en qualité de Commissaire aux comptes pour une période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de la décision de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

Ernst & Young Audit, SAS à capital variable - RCS Nanterre 344 366 315

Tour First

1 -2 Place des Saisons

92037 Paris la Défense cedex

L'Associée Unique décide de confier à Ernst & Young Audit, une mission exceptionnelle visant à la certification des comptes annuels clos le 31 décembre 2017, en application des dispositions de l'article L.820-3-1 du Code de Commerce.

L'Associée Unique décide de ne pas désigner de Commissaire aux comptes suppléant en application des dispositions de l'article L.823-1 al.2 modifié du Code de commerce qui stipule que la désignation d'un ou de plusieurs commissaires aux comptes suppléants n'est requise que si le commissaire aux comptes titulaire désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle.

DH

Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux : dépôt N°61671 en date du 17/09/2018

SECONDE DECISION

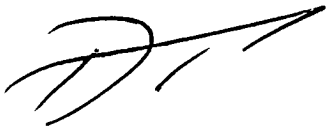
Pouvoirs en vue des formalités

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et l'Associée Unique et répertorié sur le registre de décisions de l'Associée Unique.

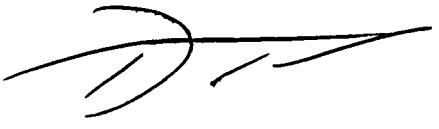
Le Président

Damien HAVARD



HYDROGENE DE FRANCE

Damien HAVARD



CEOG

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros

Siège social : 20 rue Jean Jaurès

33310 LORMONT

820 901 130 RCS BORDEAUX

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 24 JUILLET 2018

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 17 SEP. 2018

61671

La société HYDROGENE DE FRANCE,

Société par actions simplifiée au capital de 2.001.552 euros,

Siège social : 20 rue Jean Jaurès 33310 Lormont,

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le N° 789.595.956,

Représentée par son Président, Monsieur Damien HAVARD,

agissant en qualité d'Associée Unique de la société CEOG, société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros, ayant son siège social est situé 20 rue Jean Jaurès 33310 Lormont, identifiée sous le numéro unique 820 901 130 RCS BORDEAUX (ci-après dénommée la « **Société** »),

Propriétaire de 1.000 actions de 5 euros composant le capital social de la société CEOG,

Connaissance prise des pièces suivantes :

- le rapport du Président,
- le texte du projet des résolutions soumises à l'Associée Unique,
- le projet de Pacte d'associés relatif à la Société,
- le projet de Conventions d'avances en compte courant,
- la lettre de renonciation au droit préférentiel de souscription de la société HYDROGENE DE FRANCE,
- le projet de statuts refondus,
- la lettre de démission de Monsieur Damien HAVARD,

a pris les décisions ci-après sur l'ordre du jour ci-dessous :

- Rapport du Président ;
- Augmentation du capital en numéraire d'un montant de 7.500 euros avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission au pair de 1.500 actions nouvelles ;
- Constatation de la renonciation totale à son droit préférentiel de souscription des actions nouvelles de l'Associée unique, au profit de bénéficiaires dénommés ;
- Délégation de pouvoirs au Président en vue de procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation du capital social en numéraire ;
- Refonte des statuts ;
- Démission du Président et nomination d'un Président ;
- Autorisations diverses ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

DH JT

Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux : dépôt N°61671 en date du 17/09/2018

PREMIÈRE DECISION

Augmentation du capital en numéraire d'un montant de 7.500 euros avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission au pair de 1.500 actions nouvelles

L'Associée Unique,

(i) connaissance prise du rapport du Président, et

(ii) après avoir constaté que le capital social était entièrement libéré,

Décide d'augmenter le capital social de SEPT MILLE CINQ CENTS (7.500) euros avec maintien du droit préférentiel de souscription, pour le porter ainsi de CINQ MILLE (5.000) euros à DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500) euros, par émission au pair de MILLE CINQ CENTS (1.500) actions nouvelles de CINQ (5) euros.

Décide que les MILLE CINQ CENTS (1.500) actions nouvelles seront libérées en totalité lors de leur souscription au moyen d'un versement en numéraire ou par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible détenue sur la Société.

Décide qu'elles seront (i) créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital, (ii) assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et (iii) soumises à toutes les dispositions statutaires et, le cas échéant, à toutes stipulations extrastatutaires.

Déclare qu'elle a un droit de préférence irréductible pour la souscription des actions nouvelles et que le droit de souscription pourra être cédé, conformément à la loi, dans les mêmes conditions que l'action à laquelle il est attaché.

Déclare qu'elle pourra renoncer à titre individuel à son droit de souscription dans les conditions prévues par la loi, cette renonciation pouvant être faite au profit de bénéficiaires dénommés.

Décide que les MILLE CINQ CENTS (1.500) actions nouvelles pourront être souscrites entre le 24 juillet 2018 et le 3 août 2018.

Déclare que si à cette date, la totalité des souscriptions et versements exigibles n'a pas été recueillie, la décision d'augmentation de capital sera caduque.

Décide que les souscriptions pour lesquelles le versement n'aurait pas été effectué seront annulées de plein droit, sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Décide que les souscriptions seront reçues au siège social pour être portées à un compte spécial « Augmentation de Capital », ouvert dans les livres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, agence de Cenon, 26 avenue René Cassagne, 33150 Cenon, Code banque : 13306 Code guichet : 00019 Numéro de compte : 23086107465 Clé rib : 78 (le « **Compte Spécial** »).

Déclare que les souscriptions et les versements en numéraire seront constatés par un certificat du dépositaire, établi au moment du dépôt des fonds, sur présentation des bulletins de souscription. En cas de libération par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président établira un arrêté de compte conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce.

DEUXIEME DECISION

Constatation de la renonciation totale à son droit préférentiel de souscription des actions nouvelles de l'Associée unique, au profit de bénéficiaire dénommé

L'Associée Unique, connaissance prise :

(i) du rapport du Président, et

(ii) de la lettre remise à la Société ce jour par la société HYDROGENE DE FRANCE, aux termes de laquelle cette dernière renonce en faveur de MERIDIAM EI, société par actions simplifiée au

capital de 100 euros, dont le siège social est situé 4 place de l'Opéra à Paris (75002), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 839 874 583, à son droit préférentiel de souscription aux MILLE CINQ CENTS (1.500) actions de la Société à émettre,

Constate, conformément aux dispositions des articles L.225-132 alinéa 4 du Code de commerce et R.225-122 alinéa 1, la renonciation individuelle à son droit préférentiel de souscription de la société HYDROGENE DE FRANCE, au profit de MERIDIAM EI, laquelle a accepté cette renonciation,

Décide de réserver la souscription de la totalité des actions nouvelles à :

- MERIDIAM EI, société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège social est situé 4 place de l'Opéra à Paris (75002), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 839 874 583,

Et renonce expressément et irrévocablement au formalisme prévu par les dispositions de l'article R225-122 alinéa 1 du Code de commerce.

TROISIEME DECISION

Délégation de pouvoirs au Président en vue de procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation du capital social en numéraire

L'Associée Unique décide, à compter de ce jour, de donner tous pouvoirs au Président, à l'effet notamment :

- de procéder, dans un délai d'un mois, à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital qui sera décidée,
- de recueillir les souscriptions, de recevoir les versements permettant la libération de ces souscriptions, de constater les libérations par compensation, d'effectuer le dépôt des fonds,
- de renouveler, le cas échéant, la période de souscription visée à la première décision ci-dessus, pour une période ferme et unique de QUINZE (15) jours,
- de clore, le cas échéant, par anticipation la période de souscription, dans les conditions légales,
- de procéder à la modification corrélative des statuts,
- et généralement de prendre toutes mesures permettant la réalisation définitive de l'augmentation de capital précitée.

QUATRIEME DECISION

Refonte des statuts

L'Associée Unique, connaissance prise :

(i) du rapport du Président, et

(ii) du projet de nouveaux statuts qui lui a été soumis,

Décide la refonte complète des statuts de la Société,

Approuve dans toutes ses dispositions, article par article, le projet de nouveaux statuts dans son ensemble, et

Décide d'adopter les nouveaux statuts de la Société.

CINQUIEME DECISION

Démission du Président et nomination d'un nouveau Président

L'Associée Unique connaissance prise de la lettre de démission de Monsieur Damien HAVARD,

Prend acte de la démission de Monsieur Damien HAVARD de ses fonctions de Président à compter de ce jour et le remercie pour le travail accompli tout au long de son mandat, et

Décide de nommer en remplacement, Monsieur Julien TOUATI, né le 7 mars 1982 à Marseille (13), de nationalité française et demeurant 150 rue de Rennes 75006 Paris, pour une durée de cinq (5) années venant à expiration à l'issue de la décision de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Monsieur Julien TOUATI a d'ores et déjà fait savoir par avance qu'il acceptait ces fonctions et n'était frappé d'aucune incompatibilité susceptible de lui en interdire l'exercice.

SIXIEME DECISION

Autorisations diverses

L'Associée Unique, connaissance prise :

(i) du rapport du Président,

(ii) du projet de Pacte d'associés relatif à la Société,

(iii) du projet de Conventions d'avances en compte courant à conclure avec les sociétés HDF et MERIDIAM EI,

autorise, en application des dispositions de l'article 1161 al. 2 du Code civil, Monsieur Julien TOUATI à signer et parapher lesdites conventions, (x) en tant que représentant légal de la Société, au nom de la Société et pour son compte, et, le cas échéant, (y) au nom et pour le compte d'autres parties,

d'une manière générale autorise, en tant que de besoin, Monsieur Julien TOUATI à signer et parapher, tous actes et conventions nécessaires à la réalisation du Projet (tel que ce terme est défini dans le Pacte d'associés relatif à la Société) et entrant dans le champ d'application de l'article 1161 du Code civil, (x) en tant que représentant légal de la Société, au nom de la Société et pour son compte, et, le cas échéant, (y) au nom et pour le compte d'autres parties, et

renonce, en tant que de besoin, à se prévaloir des dispositions de l'article 1161 al. 1 du Code civil.

SEPTIEME DECISION

Pouvoirs en vue des formalités

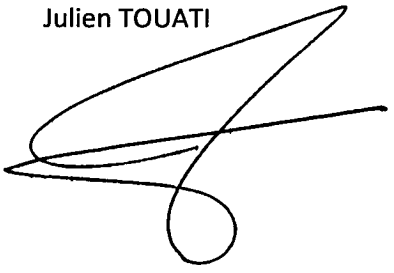
L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

DH JT4

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et l'Associée Unique et répertorié sur le registre de décisions de l'Associée Unique.

Le Président

Julien TOUATI



HYDROGENE DE FRANCE

Damien HAVARD



CEOG

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 17 SEP. 2018

sous le N° 61671

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros

Siège social : 20 rue Jean Jaurès

33310 LORMONT

820 901 130 RCS BORDEAUX

(Ci-après la « **Société** »)

DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 24 JUILLET 2018

L'an deux mille dix-huit,

le vingt-quatre juillet,

à Paris,

Monsieur Julien TOUATI, agissant en qualité de Président de la Société,

connaissance prise des statuts de la Société, et sur autorisation conférée par décision de l'Associée Unique de la Société le 24 juillet 2018,

A pris les décisions suivantes :

- constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant global de 7.500 euros par émission au pair de 1.500 actions nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription,
- modifications corrélatives des statuts,
- pouvoirs en vue des formalités.

CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE D'UN MONTANT GLOBAL DE 7.500 EUROS PAR EMISSION AU PAIR DE 1.500 ACTIONS NOUVELLES AVEC MAINTIEN DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Le Président, après avoir rappelé que l'Associée Unique, par décision en date du 24 juillet 2018, a décidé d'augmenter le capital d'un montant nominal de SEPT MILLE CINQ CENTS (7.500) euros pour le porter de CINQ MILLE (5.000) euros à DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500) euros par émission au pair de MILLE CINQ CENTS (1.500) actions nouvelles d'une valeur nominale de CINQ (5) euros chacune,

Constate qu'aux termes du bulletin de souscription remis à la Société, MERIDIAM EI, société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège social est situé 4 place de l'Opéra à Paris (75002), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 839 874 583 a déclaré souscrire à 1.500 actions et libérer le montant exigible de la souscription, soit la somme de 7.500 euros, sur le compte augmentation de capital de la Société ;

Toutes les actions ayant été souscrites, le Président décide de clore le délai de souscription par anticipation ce jour.

La souscription a été libérée par virement bancaire du souscripteur à concurrence de 7.500 euros. Les fonds provenant de la souscription en numéraire ont été déposés le 24 juillet 2018 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, agence de Cenon, 26 avenue René Cassagne, 33150 Cenon, Code banque : 13306 Code guichet : 00019 Numéro de compte : 23086107465 Clé rib : 78, qui a émis le certificat du dépositaire.

Le Président au vu des pièces et documents présentés, constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire de SEPT MILLE CINQ CENTS (7.500) euros décidée par décision de l'Associée Unique en date du 24 juillet 2018.

JT

Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux : dépôt N°61671 en date du 17/09/2018

MODIFICATIONS CORRELATIVES DES STATUTS

En conséquence, le Président usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par collectivité des associés, décide de modifier comme suit les articles relatifs aux apports et au capital social (articles 6 et 7 des statuts) :

« Article 6 – APPORTS

Il est ajouté un paragraphe 6.3 :

6.3 Le Président, par décision en date du 24 juillet 2018, faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'associé unique lors de ses décisions du 24 juillet 2018, a constaté la réalisation d'une augmentation de capital en numéraire de 7.500 euros par la création et l'émission au pair de 1.500 actions de la Société. »

« Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Nouvelle rédaction

Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents (12.500) euros. Il est composé de 2.500 actions de cinq (5) euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- *Les actions numérotées de 1 à 1.000 sont celles détenues par l'associé HDF*
- *Les actions numérotées de 1.001 à 2500 sont celles détenues par l'associé MERIDIAM EI. »*

POUVOIRS POUR FORMALITES

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet de prendre toutes mesures utiles pour la mise en œuvre des présentes décisions.

De tout ce qui précède il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président pour servir et valoir ce que de droit.

Le Président
Julien TOUATI

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
BORDEAUX
Le 31/07 2018 Dossier 2018 32342, référence 2018 A 11242
Enregistrement : 375 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros
L'Agent administratif des finances publiques Lucette GATTI
Agente administrative
des finances publiques

CEOG
Société par actions simplifiée
au capital de 12.500 euros
Siège social : 20 rue Jean Jaurès 33310 LORMONT
820 901 130 RCS BORDEAUX
(ci-après la « Société »)

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 17 SEP. 2018

sous le N° 61671

STATUTS

Certifiés conformes

Mise à jour suite aux décisions de l'associé unique de la Société

et du Président en date du 24 juillet 2018

Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux : dépôt N°61671 en date du 17/09/2018

TITRE I
FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET – DUREE

ARTICLE 1. FORME

La Société une société par actions simplifiée régie par les lois et les règlements en vigueur et à venir, et notamment les dispositions des articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »). Elle ne peut pas faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

Les personnes physiques ou morales propriétaires d'actions émises par la Société ont la qualité d'associé.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associé(s). En cas d'associé unique, les prérogatives revenant aux associés aux termes des Statuts sont exercées par l'associé unique.

ARTICLE 2. DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : « **CEOG** ».

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots «**Société par actions simplifiée**» ou des initiales «**S.A.S.**» et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 20 rue Jean Jaurès à LORMONT (33310).

Il peut être transféré en France par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet la production, le stockage et la distribution d'énergies.

Ceci concerne tant la production d'électricité que de carburants comme l'hydrogène.

Et toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

JT

ARTICLE 5. DURÉE

La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II.
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6. APPORTS

6.1 Les apports à la Société peuvent être effectués en nature ou en numéraire. La libération des apports en numéraire peut se faire soit par versement en espèces ou assimilés, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

6.2 Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport à la Société d'une somme totale de 5.000 €, entièrement libérée et répartie de la manière suivante :

- Monsieur Damien HAVARD a libéré 4.990 € correspondant à 998 actions numérotées de 1 à 998 sur un total de 1.000.
- Madame Nathalie TAVAREL a libéré 10 € correspondant à 2 actions numérotées de 999 à 1.000 sur un total de 1.000.

Les versements des fonds correspondants ont été constatés par un certificat établi par la banque CREDIT AGRICOLE, agence de CENON (33150).

6.3 Le Président, par décision en date du 24 juillet 2018, faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'associé unique lors de ses décisions du 24 juillet 2018, a constaté la réalisation d'une augmentation de capital en numéraire de 7.500 euros par la création et l'émission au pair de 1.500 actions de la Société

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents (12.500) euros. Il est composé de 2.500 actions de cinq (5) euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- Les actions numérotées de 1 à 1.000 sont celles détenues par l'associé HDF
- Les actions numérotées de 1.001 à 2500 sont celles détenues par l'associé MERIDIAM EI.

JT

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

8.2 Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

8.3 En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

8.4 Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9. FORME DES TITRES DE CAPITAL DE LA SOCIETE

La Société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives. Elles sont numérotées.

Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé

JT

unique ou de la collectivité des associés.

Les droits attachés à chaque action comprennent celui de participer aux décisions collectives des associés et des voter dans les conditions prévues aux Statuts.

Chaque associé a un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions qu'il détient.

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente. Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 11. DISPOSITION COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS

11.1 Définitions

Pour les besoins du présent article :

« **Titre** » désigne :

i. les actions et tous les autres titres financiers représentatifs du capital et/ou conférant des droits de vote d'une société considérée, émis ou à émettre ;
ii. les droits qui pourraient être détachés de ces différents titres et notamment les droits préférentiels de souscription ou d'attribution ;
iii. les titres financiers donnant ou pouvant donner accès au capital d'une société considérée et/ou conférant ou pouvant conférer des droits de vote, immédiatement, potentiellement ou à terme, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
iv. tous titres financiers qui pourraient être issus des actions ou des titres financiers visés aux alinéas (i) à (iii) ci-dessus, ou qui leur seraient substitués à la suite d'une opération d'échange, d'apport ou de fusion à laquelle une société considérée serait partie. Dans le cas d'une absorption ou d'une scission d'une société considérée, les

JT

références aux actions d'une société considérée dans les présentes s'entendent comme une référence aux titres émis par la ou les sociétés bénéficiaires.

« **Transfert** » désigne (i) tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de fusion, scission, d'échange (à l'exception des échanges résultant de l'absorption ou de la scission de la Société, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de décès, de liquidation de société, communauté ou succession ou (ii) tout transfert (a) d'un droit d'attribution de Titres de la Société dans le cadre d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices ou (b) d'un droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou (iii) constitution ou réalisation de sûreté, notamment nantissement ou tout autre droit similaire sur les Titres de la Société ou (iv) tout engagement (tel qu'une promesse de vente) de faire de telles opérations. Il est précisé que l'expression « **Transfert de Titres** » comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Titres de la Société que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'un Titre de la Société tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe « **Transférer** » s'entendra de la même manière.

11.2 Restriction aux Transferts de Titres

Les Transferts de Titres détenus par les signataires du pacte d'associés et de titulaires de Titres de la Société en date du 24 juillet 2018 (le « **Pacte** ») sont soumis au respect des stipulations du Pacte tel qu'en vigueur au moment du Transfert.

Tout Transfert réalisé en violation du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L.227-15 du Code de commerce.

11.3 Modalités de Transfert des Titres – Registre de mouvements de Titres et comptes individuels d'associés

Sous réserve des stipulations de l'Article 11.2 ci-dessus, le Transfert des Titres s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, par inscription dans le registre des mouvements de titres. Le mouvement est inscrit chronologiquement sur les comptes individuels de titulaires de Titres et sur le registre des mouvements de titres de la Société.

La tenue du registre des mouvements de titres de la Société et des comptes individuels sera assurée par le Président qui sera seul habilité (i) à procéder aux écritures dans les comptes ouverts au nom des propriétaires de Titres dans les registres de la Société en conformité avec les engagements contenus dans les présents statuts ainsi que dans le Pacte et (ii) à procéder, y compris en l'absence de production d'ordres de mouvement, aux écritures dans les registres des mouvements de titres de la Société et les comptes individuels.

Le Président peut déléguer à tout conseil externe de son choix ses pouvoirs dans l'exécution de sa mission.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 12. PRESIDENT DE LA SOCIETE

12.1 Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Le Président est désigné par décision collective des associés dans les conditions de l'article 18.1.3.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

12.2 Durée des fonctions

Sauf décision contraire des associés, il est nommé pour une durée indéterminée. Lorsqu'il est nommé pour une durée déterminée et sauf décision contraire des associés, son mandat expire à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Il est toujours rééligible, y compris rétroactivement après expiration de son précédent mandat.

Les fonctions du Président cessent par le décès, l'incapacité, la faillite personnelle ou l'interdiction de gérer.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés statuant dans les conditions de l'article 18.1.3 ci-après. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Chaque Associé dispose également de la faculté de demander la révocation judiciaire du Président par demande faite auprès du Tribunal de commerce compétent.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Le Président peut démissionner avec un préavis de 3 mois.

TT

12.3 Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée dans les conditions de l'Article 18.1.3 ci-dessous et conformément à ce qui est prévu au Pacte. Les frais raisonnables qu'il exposera dans le cadre de ses fonctions seront par ailleurs remboursés par la Société sur présentation de justificatifs.

12.4 Pouvoirs

Le Président assure la direction et l'administration de la Société, sous réserve des pouvoirs ou missions expressément attribués par la loi, par les Statuts et/ou par le Pacte aux associés.

La Société est représentée à l'égard des tiers par le Président. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs que la loi, les Statuts ou le Pacte attribuent expressément aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les stipulations des Statuts ou les décisions de tout autre organe extracontractuel limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

12.5 Délégation

Le Président peut déléguer par écrit une partie des pouvoirs lui appartenant de par la loi ou les Statuts dans tous domaines, y compris en vue de représenter la Société en justice ou de procéder à tout acte de procédure, déclaration de créance ou licenciement, à une ou plusieurs personnes employées ou non par la Société et ayant ou non des liens contractuels avec celle-ci, avec ou sans faculté de subdélégation.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 706-43 du Code de procédure pénale, le Président peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la Société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.

12.6 Procès-verbaux des décisions

Les décisions du Président peuvent être constatées par des procès-verbaux signés par le Président. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président ou par tout fondé de pouvoir habilité à cet effet.

JT

ARTICLE 13. DIRECTEURS GENERAUX ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

13.1 Désignation

Un ou plusieurs Directeurs Généraux et un ou plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être désignés par décision collective des associés dans les conditions de l'Article 18.1.3, pour assister le Président dans l'exercice de sa mission.

Les conditions de nomination et de cessation des fonctions des Directeurs Généraux et des directeurs généraux délégués sont identiques à celles prévues aux Statuts pour le Président, sous réserve le cas échéant de toute décision contraire prise par les associés au cours de la réunion statuant sur leur nomination.

13.2 Durée des fonctions

Les règles régissant la durée du mandat des Directeurs Généraux et des directeurs généraux délégués sont identiques à celles prévues aux Statuts pour le Président, sous réserve le cas échéant de toute décision contraire prise par les associés au cours de la réunion statuant sur leur nomination.

Il est précisé toutefois qu'en cas de cessation des fonctions du Président, les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués restent en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, dans les conditions de l'article 18.1.3. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués sont révoqués de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général ou du directeur général délégué personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général ou du directeur général délégué personne physique.

Les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués peuvent démissionner avec un préavis de 3 mois.

13.3 Rémunération

Les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués pourront percevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, laquelle sera fixée dans les conditions de l'Article 18.1.3 ci-dessous et conformément à ce qui est prévu au Pacte. Les frais raisonnables qu'ils exposeront dans le cadre de leurs fonctions seront par ailleurs remboursés par la Société sur présentation de justificatifs.

JT

13.4 Pouvoirs

Les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Président pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers sous réserve le cas échéant de toute décision contraire prise par les associés au cours de l'assemblée générale se prononçant sur leur nomination.

13.5 Délégation

Les Directeurs Généraux et les directeurs généraux délégués peuvent déléguer par écrit une partie des pouvoirs leur appartenant de par la loi ou les Statuts dans tous domaines, y compris en vue de représenter la Société en justice ou de procéder à tout acte de procédure, déclaration de créance ou licenciement, à une ou plusieurs personnes employées ou non par la Société et ayant ou non des liens contractuels avec celle-ci, avec ou sans faculté de subdélégation.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 706-43 du Code de procédure pénale, tout Directeur Général ou tout directeur général délégué peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la Société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.

13.6 Procès-verbaux des décisions

Les décisions des Directeurs Généraux et des directeurs généraux peuvent être constatées par des procès-verbaux signés par le Directeur Général ou le directeur général délégué concerné. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Directeur Général, le directeur général délégué concerné ou par tout fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 14. COMITE STRATEGIQUE

La collectivité des associés peut décider de l'institution d'un Comité Stratégique.

Les règles relatives à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et aux compétences du Comité Stratégique seront, le cas échéant, déterminées par la collectivité des associés dans le cadre d'une décision collective ou du Pacte ou de tout autre acte extra-statutaire.

ARTICLE 15. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision

JT

collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 17. REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 2312-76 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 18. DÉCISIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIÉS

18.1 Décisions de la compétence des associés

18.1.1 Conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce, les associés sont seuls compétents pour prendre les décisions visées aux articles L.227-13, L.227-16 et L.227-17 du Code de commerce, lesquelles sont prises à l'unanimité.

18.1.2 Les associés, statuant à la Majorité Qualifiée de soixante-et-onze pour cent (71%) des droits de vote attachés aux Actions de la Société, sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

(a) transformation de la Société en une société d'une autre forme ;

(b) augmentation, réduction ou amortissement du capital et émission de toute valeur mobilière ;

(c) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;

(d) dissolution de la Société ;

(e) modifications des Statuts autres que celles mentionnées à l'Article 3 ;

(f) nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ; et

(g) prorogation de la durée de la Société.

18.1.3 Par ailleurs, nonobstant toute disposition contraire des Statuts, les associés, statuant à la Majorité Simple des voix des associés présents, votant par correspondance ou représentés, sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

(a) Nomination, renouvellement, révocation des commissaires aux comptes ;

(b) approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;

(c) paiement de dividendes ou toute autre distribution, à l'exception des acomptes sur dividendes décidés par le Président ;

(d) adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;

(e) nomination, révocation, renouvellement et remplacement du Président ainsi que les modalités d'exercice y compris la rémunération et la cessation de ses fonctions dans les conditions de l'ARTICLE 12 des Statuts ;

(f) nomination, révocation, renouvellement et remplacement du (des) Directeur(s) Général(aux) et/ou du (des) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s), ainsi que les modalités d'exercice y compris la rémunération et la cessation de leurs fonctions dans les conditions de l'ARTICLE 13 des Statuts ;

(g) approbation des conventions réglementées ; et

(h) toute autre décision relevant de leur compétence ou qui leur est soumis en vertu de la loi ou des statuts.

18.2 Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises en assemblées, par consultation écrite, par téléconférence (ou par tout autre moyen de communication similaire), ou par acte unanime, au choix de l'initiateur de la consultation.

18.2.1 Règles de quorum

La collectivité des associés réunie à l'effet de statuer sur un même ordre du jour (étant précisé que, sauf en cas d'urgence, un délai de cinq (5) Jours Ouvrés devra être respecté entre chaque réunion), ne pourra valablement délibérer :

a) sur première convocation, que si les associés présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins 91 % du capital social et des droits de vote de la Société ;

b) sur deuxième convocation, que si les associés présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins 71 % du capital social et des droits de vote de la Société ; et

Sur troisième convocation, la collectivité des associés pourra valablement délibérer quel que soit le nombre d'associés présents, votant par correspondance ou représentés.

18.2.2 Règles de majorité

Les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés sont prises à la majorité de soixante-et-onze pourcent (71%) des voix attachées aux Actions composant le capital de la Société (la « **Majorité Qualifiée** ») ou à la majorité de plus de cinquante pourcent (50%) des voix attachées aux Actions composant le capital de la Société (la « **Majorité Simple** »).

18.2.3 Les décisions collectives des associés sont prises à la Majorité Simple des voix des associés présents, votant par correspondance ou représentés, sauf en ce qui concerne (i) celles qui résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, (ii) celles qui, selon la loi, doivent être prises impérativement à l'unanimité, notamment les décisions visées aux articles L.227-13, L.227-16 et L.227-17 du Code de commerce, et (iii) celles visées à l'Article 18.1.2 qui devront être prises à la Majorité Qualifiée de soixante-onze pour cent (71%) des droits de vote attachés aux Actions de la Société.

18.2.4 Par exception, les associés doivent statuer collectivement, sous forme d'assemblée générale, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social, sur l'approbation des comptes de cet exercice.

18.2.5 Le ou les commissaires aux comptes sont convoqués aux Assemblées et sont informés, en même temps que les associés, des Assemblées et autres modes de consultation des associés.

18.3 Assemblée des associés

18.3.1 Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président ou de tout associé disposant de 10% du capital social et des droits de vote de la Société au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

18.3.2 La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite (lettre simple ou télécopie ou courrier électronique) au minimum quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion, et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la demande d'un associé et à ses frais. Elle indique la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée. En

JT

même temps que la convocation, et sauf renonciation par les associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des associés.

18.3.3 Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

18.3.4 L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président

18.3.5 Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un associé est illimité.

18.3.6 Les assemblées des associés peuvent se tenir par visioconférence, ou par tous moyens de télécommunication, dans les conditions légales et réglementaires.

18.3.7 A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Cette feuille de présence dûment émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte dans les même conditions que les procès-verbaux et mentionne, le cas échéant, le nom des associés participant à la séance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

18.3.8 Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

18.4 Procès-verbaux des décisions collectives

18.4.1 Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

18.4.2 Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

18.4.3 En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 19. INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés sept (7) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 20. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de l'année suivante.

ARTICLE 21. ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 22. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 23. DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Conformément à l'article L.227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la Société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne seront pas applicables.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 24. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de la liquidation, soit entre les associés et les mandataires sociaux de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.